

Déclaration préalable pour le CTSD du jeudi 4 mars

Alors que l'épidémie atteint des seuils inquiétants, les insuffisances et le déni de réalité semblent s'être imposés comme mode de gestion au Ministère.

Presque un an après le début de la crise sanitaire, la gestion ministérielle de ce dossier est marquée par de très nombreuses insuffisances qui frisent parfois l'irresponsabilité. Enfermé dans un déni coupable de réalité, le ministre de l'Éducation nationale multiplie les sorties médiatiques à contre-courant de la situation sanitaire réelle. Il prend aussi des décisions incompréhensibles dont la dernière en date est l'allègement du protocole sanitaire alors même que les variants circulent davantage sur le territoire. Pourtant les différents avis et études scientifiques convergent tous pour mettre en avant le rôle actif de l'école dans la diffusion de l'épidémie.

Pour la FSU, l'ouverture des écoles constitue un enjeu social qui nécessite de mettre en œuvre des mesures adaptées, en lien avec les risques épidémiques.

Et que nous propose-t-on comme ambition pour l'école ?

Tout comme des lits d'hôpitaux ont été fermés alors même que la pandémie exposait les besoins criants en personnel et en moyens de l'hôpital public, le ministère de l'Éducation Nationale a annoncé une baisse des places au concours de recrutement 2021 (9 890 postes, soit une perte totale de 1 525 places entre les CRPE 2020 et 2021).

Le projet de carte scolaire que vous avez présenté en groupe de travail le 1^{er} mars en est la déclinaison départementale. Des suppressions de postes envisagées comme si nous avions vécu et continuions à vivre tout à fait normalement, comme si la pandémie n'avait eu aucune conséquence sur les apprentissages des élèves et les conditions de travail des personnels.

Hier plus de 150 personnes se sont mobilisées pour le rappeler, car aucune fermeture n'est acceptable dans ce contexte sanitaire.

Parmi les manifestants d'hier, il y avait des maires à qui l'on a demandé beaucoup et qui n'ont dû cesser de s'adapter, parfois du jour au lendemain, à des protocoles de plus en plus contraignants. Des maires qui investissent pour leur école et à qui on annonce une fermeture de classe pour la rentrée : quelle manque de reconnaissance !

Présence également des parents d'élèves qui veulent le mieux pour leur.s enfant.s et à qui ce gouvernement a mis en avant le dispositif effectif réduit comme un des paramètres de réussite scolaire. Parents qui vont voir l'effectif de la classe de leur enfant augmenter car une classe va fermer dans l'école : incohérent !

Que dire aussi de la fermeture des derniers postes et donc l'abandon des PMQC, dispositif pourtant plébiscité par les équipes qui ont pu en bénéficier. Que dire de l'abandon des missions à peine engagées comme celles en mathématiques : incompréhensible !

Que penser également de la suppression de postes de remplacement permettant la mise en place de la formation continue alors que celle-ci a été largement amputée cette année. Enfin sans vouloir être exhaustif sur les différentes suppressions envisagées, nous ne pouvons que nous inquiéter du choix de possibles suppressions en REP. L'éducation prioritaire ne le serait donc plus ?

Au rassemblement d'hier, il y avait bien entendu parmi les manifestants, des enseignant.es qui constatent au quotidien les dégâts à tous niveaux sur leurs élèves, le creusement des inégalités, des enseignant.es qui savent, et comme le réclame et continuera de le réclamer la FSU, qu'un plan d'urgence est nécessaire et qu'un investissement massif est indispensable.